



Ébauche v.2

RÉUNION DU CONSEIL DES DPI DU SECTEUR PUBLIC (CDPISP)

Le 27 septembre 2018

Whitehorse (Yukon)

Compte rendu des décisions

Présents

COPRÉSIDENTS DU CDPISP

Sandra Cascadden Nouvelle-Écosse

Imraan Bashir (pour Alex Benay)

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

MEMBRES DU CDPISP

Benoît Boivin

Québec

Kathryn Bulko

ASIM Canada (Ville de Toronto)

Rob Entwistle

ASIM Ouest (Ville de Kelowna)

Timothy Jobs

Alberta (pour Mark Brisson)

Ellen MacDonald

Terre-Neuve-et-Labrador

Sean McLeish

Yukon

CJ Ritchie

Colombie-Britannique

Clinton Scott

Territoires du Nord-Ouest (pour Dave Heffernan)

Harry Turnbull

ASIM Est (Ville de Windsor)

Tracy Wood

Île-du-Prince-Édouard

Observateurs et présidents des sous-comités

Alexandre Bourque

Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

John Jordan

Colombie-Britannique

Michael Reyes

ASIM, cité de Whitehorse

Jennifer Potvin

Yukon

INSTITUT DES SERVICES AXÉS SUR LES CITOYENS

Maria Luisa Willan

Stefania Silisteanu



Item	SUJET/DISCUSSION	Décision/suivi
1.	<p>Présentation de Garner – Le rôle évolutif du DPI (cartable de la réunion du CDPISP : ONGLET 2)</p> <p>Présentation de Gartner sur l'évolution du rôle du dirigeant principal de l'information (DPI) et sur la discussion facilitée des opérations numériques par rapport aux opérations de technologie de l'information (TI) traditionnelles, du point de vue du secteur public. De quelle façon le rôle du DPI peut-il faciliter et habilitier les changements opérationnels? La présentation fournit également un aperçu des plus importantes tendances actuelles en matière de centrage sur l'utilisateur, de la vie dans une réalité numérique, d'agilité, d'établissement de confiance dans les transactions, de consultations internes, de cartographie de parcours (différentes méthodologies), de formation continue, de durabilité et de l'utilisation d'analyses dans la mesure du possible.</p> <p>Commentaires : <i>(Il s'agit d'une séance interactive. Seuls les commentaires des membres sont enregistrés.)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.) : La province vient juste de mettre en œuvre une Stratégie relative au numérique sur cinq ans qui comprend six stratégies majeures, une cartographie de parcours, l'utilisation d'un modèle agile, une solution axée sur les citoyens et une identification numérique. Elle commence à réaliser des avantages et a un plan pleinement établi. • Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) : Concernant l'identification numérique, la vision canadienne représente surtout une approche fédérée. Il faut collaborer en tant que nation pour aborder cet enjeu. • Association des systèmes d'information municipale du Canada (ASIM) Ouest : Vu que le gouvernement n'a pas de connaissances par rapport au numérique, elle n'a fourni aucun commentaire. Elle utilise le numérique comme expression au goût du jour, pour signifier la modernisation des 	<p><i>Aucune mesure de suivi n'a été relevée dans cette présentation.</i></p>



opérations ou la façon de faire des affaires. L'ASIM est actuellement impliquée dans plusieurs projets par l'utilisation d'une approche collaborative.

Rick Howard – En réalité, les citoyens ne s'intéressent pas à savoir quel ordre de gouvernement fournit le service, mais cherchent plutôt à obtenir le service au moyen d'un processus facile et sans heurt. Le gouvernement a besoin d'avoir des pratiques en matière de technologie et de données afin de fonctionner de manière efficace. Le gouvernement numérique cherche à optimiser les processus. Sa responsabilité est de rendre ses processus invisibles et harmonieux. Le gouvernement électronique était un processus vertical, tandis que le gouvernement numérique est un processus horizontal. Quelles démarches entreprend le gouvernement pour mieux comprendre l'expérience des citoyens et des entreprises et les améliorer?

- ASIM Canada effectue beaucoup d'efforts de transformation numérique à Toronto pour regrouper les ministères afin de collaborer sur des initiatives de services d'intégration humaine pour améliorer la prestation de services. L'association regroupe les services au lieu de demander aux citoyens de se déplacer ou d'accéder à différents cloisonnements. Il s'agit de moderniser la façon de fonctionner plutôt que de simplement l'appeler « numérique ». L'utilisation d'un système et de processus homogènes est généralisée.
- Colombie-Britannique (C.-B.) : Elle est sur cette voie de remplacement de l'ancienne application [legacy application path] depuis un certain temps et a beaucoup investi dans les facilitateurs ministériels (cartes de services de C.-B., données intégrées, détermination des éléments clés pour l'avancement de la Stratégie relative au numérique). Elle a l'intention d'investir dans la Stratégie relative au numérique prochainement. Il s'agit de moderniser le cadre du gouvernement, par exemple les pratiques d'approvisionnement, les pratiques de cadrage en matière d'investissement dans la transformation de la gestion de l'information.
- Québec : Au Québec, la voie de la transformation numérique est divisée en deux étapes. D'abord, entre 2015 et 2018, on a cherché à transformer la TI, à réaliser de meilleures acquisitions et à utiliser des modèles agiles. L'approche est fortement axée sur la TI (technologie), mais il s'agit d'une nécessité pour pouvoir entamer une véritable transformation. Le Québec est parvenu à 14 recommandations liées à la transformation du gouvernement numérique. La première représente le centrage sur le citoyen, nécessaire pour l'adoption d'une culture numérique. Au gouvernement, il n'y a pas de définition claire du gouvernement numérique. Le secteur de la TI propose souvent des solutions qui finissent par créer une difficulté. La question est de savoir quelle difficulté on essaie de régler. Il faut définir le problème afin de trouver la bonne solution. Le deuxième facteur important est le



besoin d'adoption d'une culture numérique. Celle-ci constitue toujours une lacune ou une difficulté pour la TI. Il faut améliorer les efforts pour éduquer les personnes sur la façon que cette technologie peut aider à moderniser le système afin d'offrir un service supérieur aux citoyens. Le numérique consiste à moderniser les opérations. Le Québec collabore avec deux universités pour l'analyse de données, l'intelligence artificielle et l'élaboration de stratégies sur l'accélération de la transformation numérique. Elle travaille également sur un projet pour adopter les 14 recommandations liées à la transformation numérique (l'Université de Laval a l'école de transformation numérique où 60 000 fonctionnaires prennent part à un programme de formation).

- Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.) : À l'Î.-P.-É., des initiatives récentes étaient axées sur les anciens systèmes. On avait invité le ministère à la table pour élaborer une stratégie à propos des éléments à remplacer et sur la façon de faire. La province a également élaboré une liste de priorités qui a été approuvée et elle va désormais de l'avant. De plus, elle travaille sur une validation de concept par rapport à l'information décisionnelle et l'analytique. Un petit groupe du guichet de la TI aide les entreprises par rapport à l'art du possible, mais il n'existe aucune compétence au sein des ministères pour comprendre comment utiliser ces renseignements.

Rick Howard – Si nous souhaitons un changement numérique, il faut aussi mesurer l'incidence vis-à-vis une analyse de rentabilité. La réalisation d'avantages est un domaine clé. Assure-t-on une valeur? Comment peut-on la mesurer (besoin de mesures)? Il faut considérer le gouvernement comme une industrie de services. Comment les gouvernements réagissent-ils face aux nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle (IA) et la chaîne de blocs, entre autres? La transformation est l'innovation. Au gouvernement, il est question d'optimisation. Si on optimise le processus, on transforme la façon de fonctionner.

- C.-B. : Une partie de cette discussion doit tourner autour des effectifs. Dans quelques années, nous ne pourrons plus fonctionner de la même façon qu'aujourd'hui, car nous n'aurons pas les mêmes effectifs. Il faut discuter de la façon de réaliser la charge de travail qu'on sait qu'on aura, alors qu'on ne remplacement pas les effectifs perdus.

Sandra Cascadden remercie Rick Howard pour sa contribution de renseignements précieux et pour le fait d'avoir dirigé la discussion. Elle indique que des points intéressants ont été soulevés et espère que les membres ont trouvé la discussion utile, particulièrement par rapport aux travaux des universités en vue de



	<p>créer un changement culturel. Il faut réfléchir, par exemple, sur les incidences internes d'une amélioration de l'efficacité du gouvernement, les conséquences pour les citoyens, le fait qu'un échec de la transformation du fonctionnement (processus interne) empêcherait l'amélioration des services et l'amélioration des systèmes SAP. Il faut que ces points fassent partie de la conversation pour qu'on puisse aller de l'avant.</p>	
2.	<p>Sightline Innovation (cartable de la réunion du CDPISP - ONGLET 3)</p> <p>Jo Kennelly, vice-président de la stratégie, et Wallace Trenholm, cofondateur de Sightline Innovation font (via téléconférence) une présentation sur l'intelligence artificielle en mettant l'accent sur les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Comment les DPI peuvent-ils tirer profit des applications concrètes de l'IA pour devenir plus efficaces? ➤ Cas réels spécifiques au gouvernement (fonction publique) – vrais exemples concrets, c'est-à-dire, le Homelessness pilot program (Programme d'essai sur l'itinérance) de la Ville de Toronto. ➤ Optimisation des communications du gouvernement au citoyen. ➤ Comment peut-on mettre à profit l'IA à court terme? ➤ Applications de l'IA au Canada et ailleurs dans le monde. <p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Imraan Bashir pose des questions à propos de la capacité de l'IA à pister la prise de décision. Comment résoudre ce problème? <p>Jo Kennelly – Il s'agit d'une combinaison de données, d'expertise, de l'architecture de confiance pour retracer l'information génétique de ces données et de la façon d'utiliser les données pour les faire correspondre. Dans le contexte de l'IA, il faut avoir la capacité d'avoir un conteneur de validation des données et des modèles de validation constants pour maintenir la confiance du public. Un régulateur devrait avoir réglementé les données et l'efficacité des modèles.</p> <p>Wallace Trenholm – L'enjeu précis de traçabilité est une composante fondamentale de la confiance des données qui permet de créer l'objectif précis du domaine et d'établir les règles. Jo Kennelly ajoute qu'il faut non seulement détenir les données, mais également une plateforme de négociation ouverte et transparente. Ceux qui possèdent les données en connaissent la valeur. Il est nécessaire de protéger ces données pour qu'elles n'aboutissent pas à l'étranger. On essaie de rendre les données ouvertes et transparentes; les personnes doivent savoir comment leurs données sont utilisées. Le gouvernement peut maintenir un lien de confiance avec le public. Il doit comprendre la différence entre la sécurité, la protection des renseignements personnels et la souveraineté des données.</p>	<p>Suivi 1 : Le CDPISP poursuivra les discussions sur l'intelligence artificielle (<i>il mettra l'accent sur les cas d'utilisation et sur la manière d'exploiter l'IA afin d'améliorer l'efficacité</i>) à un événement de téléconférence ou à une réunion.</p>



	<ul style="list-style-type: none"> Sean McLeish indique que le Yukon a une population de 37 000 personnes et aimerait savoir quelle échelle de données serait nécessaire pour faire une différence dans la détection de tendances et pour tirer profit de l'IA. A-t-on besoin de milliers de points de contacts, ou plutôt de millions? <p>Wallace Trenholm répond que les données sur des petites populations sont très utiles, mais que l'infrastructure de consultation universitaire n'est pas favorable aux petits jeux de données. Son objectif consiste à obtenir des jeux de données pour créer de la valeur à partir d'eux à l'intention des milieux corporatifs comme Google. Selon l'approche et l'algorithme, si vous estimez avoir un cas d'utilisation important, il y a de bonnes chances qu'on puisse trouver une façon d'approfondir l'apprentissage et examiner les données. Il y a des façons de rendre les données utiles. Je serais heureux d'en discuter davantage. L'accès à de petites populations n'est pas toujours restrictif.</p> <ul style="list-style-type: none"> Harry Turnbull mentionne l'importance de comprendre la difficulté pour trouver la bonne solution. Un problème courant à l'échelle du Canada est l'infrastructure vieillissante. Comment pouvons-nous donc utiliser ces outils pour régler ces difficultés? <p>Wallace Trenholm répond que la solution à l'infrastructure vieillissante réside dans les flux de données à partir de satellites. Nous devons mesurer la détérioration partout au pays. Le Canada a investi de l'argent et a mis l'accent sur la façon qu'on utilise l'espace d'Internet des objets pour détecter les changements importants au niveau des infrastructures. Il y a de nombreuses façons de cueillir des données et de les examiner par rapport à l'infrastructure.</p> <ul style="list-style-type: none"> Imraan Bashir indique que les points principaux à retenir sont les cas d'utilisation et l'occasion de tirer profit de l'IA au sein des administrations. Au gouvernement fédéral, différents projets-pilotes en cours se servent de l'IA. Il encourage les membres à poursuivre la conversation pour exploiter l'IA, afin d'améliorer l'efficacité. 	
3.	<p>Sous-comités nationaux des DPI sur la protection de l'information (SNDPI) (cartable de la réunion du CDPISP – ONGLET 3)</p> <p>Mise à jour sur les activités actuelles du SNDPI et des discussions sur les sujets suivants :</p>	<p>Suivi 2A : Imraan Bashir (SCT) partagera des renseignements avec les membres du</p>



Robert Samuel, président et dirigeant principal de la sécurité des SNDPI, de la Nouvelle-Écosse, fournit un rapport d'état (par téléconférence) sur les éléments suivants :

1. un compte rendu de la réunion des SNDPI de juin 2018 à Halifax;
2. rapport d'étape sur les mesures de suivi (matrice de cybersécurité);
3. confirmation du mandat et du plan de travail des SNDPI.

Concernant la réunion en personne de juin à Halifax, Robert note que les éléments suivants étaient les éléments clés aux fins de discussion : le recrutement et la rétention de talent, la sécurité des talents, ainsi que les occasions et les défis qui en découlent. Comment peut-on éliminer certains des obstacles liés à l'utilisation de services professionnels et aux occasions de demander des offres à commandes (économies d'échelle), par rapport aux éléments suivants : l'adoption de l'informatique en nuage et l'état de préparation pour cette adoption, les niveaux d'assurance et la certification, la mise en œuvre à haut risque, la vérification de la protection des renseignements personnels, les capacités de cybersécurité, les besoins communs en matière de pare-feu et les faux renseignements concernant des menaces et des virus? Il faut avoir une façon commune d'assurer l'approvisionnement à l'échelle du pays. Peut-être que le CDPISP peut aider dans cette situation. D'autres sujets de discussion comprennent les éléments stratégiques et tactiles, les pratiques exemplaires, le transfert global vers des protocoles HTTPS, la sécurité des plateformes et la mise en œuvre de politiques.

Robert indique que les SNDPI continuent de mettre à jour la matrice de cybersécurité, que le Groupe de travail se réunit en novembre à Toronto et qu'il fournira, à la suite de sa réunion, une matrice à jour au CDPISP afin d'en discuter davantage. Il indique également que les SNDPI sont liés au Centre canadien pour la cybersécurité par rapport à la signification de ces travaux du point de vue du gouvernement fédéral et provincial, ainsi qu'à leur signification pour d'autres secteurs et entreprises d'infrastructure essentielle. Ils inviteront des représentants du Centre canadien pour la cybersécurité à participer aux discussions des SNDPI. Ces derniers fourniront une mise à jour au CDPISP à une prochaine téléconférence ou réunion.

Robert indique que les SNDPI travaillent toujours sur deux déclarations de principe liées à l'appui que le gouvernement peut fournir pour encourager les écoles à inclure la cybersécurité dans leur curriculum.

1. Développement de ressources spécialisées en cybersécurité (point de vue de tous les dirigeants principaux de la sécurité de l'information [DPSI] des administrations concernant la participation des gouvernements aux programmes d'enseignement postsecondaire afin de développer davantage de talents et de ressources spécialisées en cybersécurité) et 2. Sensibilisation à la cybersécurité dans le système

CDPISP par rapport au tableau de bord lié à HTTPS.

Suivi n° 2B :

Les SNDPI surveilleront les répertoires et le progrès dans le cadre des artéfacts qu'ils recueillent par rapport à la discussion liée au protocole HTTPS.

Suivi n° 2C :

Les SNDPI fourniront une mise à jour au CDPISP sur leur discussion avec le Centre canadien pour la cybersécurité.

Suivi 2D :

Les SNDPI fourniront une matrice à jour sur la cybersécurité au CDPISP à la suite de leur réunion en groupe à Toronto, en novembre.

Suivi 2E :

Les SNDPI fourniront un mandat et un plan de travail à jour au cours d'une prochaine téléconférence ou réunion.

Suivi 2F :

Les SNDPI feront un rapport au CDPISP lié aux occasions de collaboration améliorée avec le sous-comité sur la protection de la vie privée des Conseils mixtes et le Groupe de travail sur l'identité numérique.

Suivi 2G :



scolaire, de la maternelle à la 12^e année (position du SNDPI concernant la participation du gouvernement à la formation sur la cybermenace et la sensibilisation à la cybersécurité pour les élèves de la maternelle à la 12^e année). Les SNDPI prévoient présenter ces deux déclarations de principe à une prochaine téléconférence ou réunion.

Mandat – Les travaux du Groupe de travail ont évolué et vont désormais au-delà de ce qui était prévu dans le mandat à l'origine. Le groupe examinera le mandat et fournira une version à jour au cours d'une prochaine réunion.

Plan de travail – Le groupe fournira un plan qui comprend les éléments et les résultats attendus suivants : la détermination des façons d'améliorer la collaboration avec le Centre canadien pour la cybersécurité, la mise à jour au mandat pour illustrer les besoins du CDPISP, deux déclarations de principe, la modernisation de l'authentification, l'encadrement de la valeur opérationnelle, l'authentification par plusieurs facteurs, l'utilisation de l'IA selon une perspective de sécurité, l'état de préparation à l'adoption de l'informatique en nuage, les services d'informatique en nuage et les services de tiers et les travaux liés aux demandes au CDPISP d'éliminer des barrières pour les approvisionnements conjoints.

Commentaires :

- Imraan Bashir indique que, bien que plusieurs sites gouvernementaux soient sécurisés par le protocole HTTPS, certaines pages comme la page principale (lorsqu'on choisit l'anglais ou le français) ne le sont pas, ce qui donne l'impression que toutes les pages Web gouvernementales ne sont pas sécurisées. Si une personne consulte la page en question et constate qu'elle n'est « pas sécurisée », une transaction peut être mise en péril ou la confiance peut être ébranlée et les gens pourraient être dissuadés d'utiliser le site. Le SCT a créé un tableau de bord qui est actuellement à l'interne, mais il prendra des mesures sans précédent pour le rendre public. Il fait partie de l'établissement d'un climat de confiance. Il s'agit d'un code à source ouverte qui analyse une liste établie de domaines tous les soirs. Si d'autres administrations y sont intéressées, le SCT le partagera avec elles.
- Imraan Bashir – Le Centre canadien pour la cybersécurité ouvrira ses portes le 1^{er} octobre. Le principe est d'avoir un seul point de contact autorisé dans le pays en matière de cybersécurité. Lorsqu'un incident survient, personne ne sait qui appeler. Le Centre représentera le seul point de coordination au

Les coprésidents du CDPISP discuteront avec les présidents des SNDPI et des acquisitions en TI sur la manière de faire avancer les approvisionnements par offre à commandes, afin d'obtenir de nouveaux appuis.

Suivi 2H :

Le CDPISP discutera à propos d'un approvisionnement conjoint à une prochaine réunion, dans le but de créer une offre à commandes pour l'approvisionnement conjoint à l'aide d'une liste d'entreprises disponibles.

Suivi 2I :

Le SCT (Alex Bourque et Imraan Bashir) partagera le lien des normes en matière d'approvisionnement par l'intermédiaire d'ISAC.

Suivi 2J :

Le président des SNDPI (Robert Samuel) partagera la liste des personnes qui ont déjà établi des normes en matière d'approvisionnement.

Suivi 2K :

Les SNDPI feront un rapport sur deux déclarations de principe liées à l'appui que le gouvernement peut fournir pour encourager



pays. Ainsi, les provinces auront un seul numéro à appeler. Le Centre fournira des conseils pratiques et sera surtout axé sur l'utilisateur.

- Kathryn Bulko indique que le travail réalisé par les SNDPI est très précieux. À titre de présidente du Groupe de travail sur les acquisitions en TI, elle est heureuse de partager certains outils et renseignements liés à l'approvisionnement avec les SNDPI. Elle indique aussi qu'il y a un Groupe de travail du CDPISP sur l'informatique en nuage et qu'il serait également pratique pour les SNDPI de communiquer avec lui. Kathryn propose de communiquer avec Robert Samuel directement.
- Sandra Cascadden indique qu'elle est d'accord avec le groupe d'examiner ses activités actuelles et de fournir une mise à jour, dans l'optique qu'il s'agit d'un résultat attendu. Elle cherche également à savoir comment les SNDPI collaborent avec le sous-comité sur la protection de la vie privée des Conseils mixtes et le Groupe de travail sur l'identité numérique. Il est important de tirer parti du travail de ces groupes.

Robert Samuel indique que des membres du sous-comité sur la protection de la vie privée et du Groupe de travail sur l'identité numérique participent aux SNDPI. Toutefois, il examinera les mandats existants de ces groupes et établira des rapports sur les occasions de collaboration et de synergie améliorées entre ces groupes et les SNDPI.

- Sandra Cascadden note que les membres du CDPISP peuvent appuyer ce groupe en appuyant la proposition suivante :

À titre de DPI fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux (FPTM), on est d'accord de régler l'enjeu de HTTP dans sa propre administration (transfert vers HTTPS). Nous informerons nos propres administrations que cet enjeu a été soulevé par les SNDPI et qu'il faut prendre des mesures pour le régler. Les administrations peuvent utiliser les outils fédéraux à leur disposition. Les SNDPI surveilleront les répertoires et le progrès dans le cadre des artefacts qu'ils recueillent.

La motion est proposée par Ellen MacDonald.
Tous les membres sont en faveur de la motion.

- Robert Samuel indique qu'il faut envisager d'autres sites qui pourraient être associés à des sites gouvernementaux. Ce besoin sera compris dans la discussion. Comment dresse-t-on le répertoire de ces « autres » sites?

les écoles à inclure la cybersécurité dans leur curriculum.

Suivi 2L :

Les DIP ont convenu de régler l'enjeu du protocole HTTP dans leurs propres administrations (transfert vers HTTPS). Les administrations peuvent utiliser les outils fédéraux à leur disposition. Les membres informeront leurs administrations que cet enjeu a été soulevé par les SNDPI et que des mesures doivent être prises pour le régler. Les SNDPI surveilleront les répertoires et le progrès dans le cadre des artefacts qu'ils recueillent. Les membres discuteront du progrès à une prochaine téléconférence ou réunion.

Décision 1 :

À titre de DPI fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux, nous sommes d'accord de régler l'enjeu du protocole HTTP dans notre propre administration (transfert vers HTTPS). Les administrations peuvent utiliser les outils fédéraux à leur disposition. Les membres informeront leurs administrations que cet enjeu a été soulevé par les SNDPI et que des mesures doivent être prises pour le régler. Les SNDPI surveilleront les répertoires et le progrès dans le cadre des artefacts qu'ils recueillent.



- Sandra Cascadden signale que nous souhaitons rechercher des approvisionnements conjoints et un accès immédiat à des experts en matière de cybersécurité. Est-ce qu'il y a des membres autour de cette table qui ont un certain intérêt pour un approvisionnement conjoint ou une offre à commandes? Si on arrive à regrouper une liste d'entreprises disponibles, les gens s'y intéresseront-ils?
- Robert Samuel indique que ce sujet a été abordé par le passé et qu'une entreprise était prête à renoncer à une somme versée à titre d'acompte si d'autres administrations se joignaient à l'approvisionnement. Nous pouvons établir un véhicule sans coût de retenue si nous émettons une offre à commandes avec plusieurs entreprises. Les SNDPI peuvent aider à déceler ces entreprises. Le lancement d'un approvisionnement conjoint représenterait un début parfait pour nous.
- Sandra Cascadden aimerait qu'une discussion sur l'approvisionnement conjoint soit comprise à l'ordre du jour d'une prochaine réunion en personne. Elle indique également qu'une discussion est nécessaire avec un groupe d'approvisionnement fédéral, provincial, territorial existant.
- Kathryn Bulko demande des renseignements par rapport aux décrets approuvés par Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) et Services partagés Canada. Peuvent-ils diriger ces travaux?
- Alex Bourque indique que le gouvernement fédéral participera à ces discussions et qu'il embauchera un nouveau sous-ministre adjoint (SMA) chez SPAC qui peut ajouter de la valeur à cette discussion.
- Imran Bashir – Le gouvernement fédéral devrait insister pour s'assurer pour faire de ces décrets une clause par défaut. Les provinces devraient être en mesure d'acquérir tout ce que nous acquérons.
- Alex Bourque et Imraan Bashir (SCT) enverront aux membres du CDPISP (par l'intermédiaire de l'Institut des services axés sur les citoyens [ISAC]) le lien des approvisionnements actifs qui sont actuellement ouverts aux provinces et aux territoires.
- Sandra Cascadden propose que les SNDPI fournissent les renseignements nécessaires à l'intérieur de 30 journées. Un appel peut être prévu entre les coprésidents du CDPISP, des SNDPI et des groupes de travail sur les acquisitions en TI, afin de discuter d'un approvisionnement conjoint (approvisionnement par offre à commandes).



4.	<p>Présentation par ISDE – <i>(point supplémentaire non inclus dans l'ordre du jour de la réunion)</i></p> <p>Aneeta Bains et Vidya ShankarNarayan, d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) (membres du Conseil de la prestation des services du secteur public [CPSSP]), présentent une vidéo sur le travail du gouvernement pour améliorer les services fournis aux entreprises, surtout aux petites entreprises.</p> <p>ISDE sollicite l'intérêt des DPI pour une collaboration sur des éléments comme l'interface de protocole d'application (IPA), l'exploitation de l'informatique en nuage, la protection des données et la façon de profiter de l'expérience mobile, entre autres.</p> <p>Les coprésidents du CDPISP demandent à ISDE de soumettre au CDPISP une demande précise de collaboration et d'aide conjointes liées à l'amélioration des services gouvernementaux aux petites entreprises.</p> <p>BridgeTheGap_sept25_1pm.mp4</p>	<p>Suivi n° 3 :</p> <p>Les coprésidents du CDPISP demandent à ISDE de soumettre au CDPISP une demande précise de collaboration et d'aide conjointes liées à l'amélioration des services gouvernementaux aux petites entreprises.</p>
5.	<p><u>Groupe de travail sur l'informatique en nuage (cartable de réunion du CDPISP – ONGLETS 5A et 5B)</u></p> <p>A) Les résultats de l'enquête sur la réalisation des avantages liés à l'informatique en nuage sont présentés par Denise Gomes et Stephen Gordon, coprésidents du Groupe de travail sur l'informatique en nuage.</p> <p><u>Commentaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Sandra Cascadden pose des questions par rapport aux prochaines étapes liées à ces efforts et propose au Groupe de travail de faire un rapport sur les trois à cinq mesures principales sur lesquelles ce groupe devrait commencer à travailler. Certains des domaines d'intérêt pour les DPI sont les conditions contractuelles, ainsi que la classification, l'intégration et l'interopérabilité des données. À quoi ces domaines ressemblent-ils? De plus, l'approvisionnement conjoint pour les services d'informatique en nuage peut-il être adapté à ce plan de travail et au groupe, pour que ce dernier puisse fournir des recommandations sur la façon d'aborder l'enjeu en tant que DPI? 	<p>Groupe de travail sur l'informatique en nuage :</p> <p><u>Suivi n° 4 :</u></p> <p>Le Groupe de travail sur l'informatique en nuage fera un rapport sur ses trois à cinq domaines d'intérêt et sur un plan de travail proposé. Le Groupe de travail fournira de la rétroaction sur la manière d'aborder les domaines d'intérêt indiqués dans le cadre de cette discussion.</p> <p>Discussion au sujet de Microsoft :</p> <p><u>Suivi 5A :</u></p> <p>ISAC enverra un message au nom des coprésidents du CDPISP pour obtenir des</p>



Denise Gomes indique qu'une téléconférence est prévue avec Microsoft Office 365 le 1^{er} octobre, afin de discuter des conditions contractuelles par rapport à des centres précis. Il serait ainsi avantageux d'harmoniser notre position e tant que secteur public comme un élément de travail pour ce groupe. Un autre domaine que le groupe devrait examiner est le partage de renseignements sur la formation : comment formons-nous nos effectifs? Comment peut-on collaborer avec d'autres organisations et fournisseurs? Il faut assurer une formation pour nos effectifs sur l'informatique en nuage et migrer la charge de travail.

Stephen Gordon ajoute qu'il y a un besoin de conversation avec un courtier dans le cadre du partage de renseignements par rapport aux incidences et aux défis au moment de commencer l'intégration de la TI et de l'assurance de son caractère hybride. Une conversation est nécessaire à l'échelle de l'architecture et il faut examiner le modèle de prestation.

- Imraan Bashir propose la rédaction d'un manuel opérationnel de fonctionnement, soit un recueil des pratiques exemplaires sur la façon de gouverner l'infrastructure d'informatique en nuage. Il peut être différent pour chaque administration, mais il peut fournir certaines lignes directrices.
- Stephen Gordon indique qu'on cherche à améliorer l'efficacité du partage de ressources.

B) Invitation à l'attention de Microsoft (ONGLET 5B) – Une discussion sur la formulation d'une invitation à Microsoft à participer à la réunion en personne à Ottawa.

Sandra rappelle les membres d'une conversation au cours d'une réunion en personne précédente au sujet d'une invitation à Microsoft à participer à la réunion de février en vue de répondre à des questions précises liées à ses services aux trois ordres gouvernementaux ou en vue d'une démonstration pratique. Quels résultats les membres espèrent-ils de cette réunion?

- Rob Entwistle avait participé à une réunion où Microsoft avait partagé sa feuille de route par rapport à sa direction, entre autres. On devrait mettre l'accent sur notre direction pour les prochaines années.
- Timothy Jobs propose d'examiner deux éléments clés : 1. La direction de Microsoft Office 365; 2. Les barèmes de prix. Il est important que les DPI soient audacieux et posent des questions précises à

commentaires des membres pour la rédaction de la lettre à l'attention de Microsoft, pour recueillir les renseignements et pour en discuter au cours de la prochaine téléconférence du CDPISP.

Suivi 5B :

ISAC cherchera pour un site qui a des capacités de vidéoconférence pour la séance d'une demi-journée du CDPISP sur Microsoft au cours de la réunion du 28 février 2019.

Suivi 5C :

Les coprésidents et les membres du CDPISP rédigeront une invitation pour inviter Microsoft à participer à la réunion. Ils élaboreront l'ordre du jour pour la réunion du 28 février 2019.

Suivi 5D :

Les membres du CDPISP inviteront les membres de leur équipe à participer à la séance de Microsoft en tant qu'observateurs (*détails sur la réunion à venir*).



propos des réponses qu'on recherche (un modèle hydrique par rapport à un modèle d'adoption complète de l'informatique en nuage).

- Tracy Wood est d'accord qu'il faut poser des questions sur les barèmes de prix et qu'il s'agit d'une occasion pour les membres autour de cette table d'améliorer leur relation avec Microsoft (l'Î.-P.-É a vu son statut rétrogradé de client gouvernemental à celui de petite entreprise).
- Ellen MacDonald propose d'avoir une conversation structurée pour éviter l'argumentation de vente des consultants. L'idée d'une démonstration est également intéressante.
- Sean McLeish insiste sur la nécessité d'une conversation structurée et le besoin d'obtenir les réponses dont on a besoin.
- Sandra Cascadden note qu'il faut adopter une approche ouverte avec Microsoft en les informant que nous partageons, en tant que DPI, les renseignements. La décision de continuer à faire affaire ou non appartient à Microsoft. Nous devons être ouverts et transparents. Sandra propose aux membres de signaler tout commentaire ou suggestion supplémentaire à ce sujet. Le groupe essaiera de les regrouper au cours des prochaines téléconférences du CDPISP, dans l'optique de l'invitation à la séance de février et de sa structure.
- Tracy Wood propose d'inviter certains membres de son effectif à se joindre à la discussion, car ils possèdent beaucoup de connaissances dans ce domaine.
- Rob Entwistle propose une vidéoconférence plutôt qu'une téléconférence.
- Sandra Cascadden recommande d'envisager la tenue de la réunion du CDPISP dans un immeuble gouvernemental ayant des capacités de vidéoconférence.
- Clinton Scott suggère d'élaborer une liste de difficultés et de défis à relever à l'attention de Microsoft pour mieux formuler la discussion.
- Sandra Cascadden demande aux coprésidents et aux membres de collaborer pour formuler une invitation et une séance d'une demi-journée pour Microsoft au cours des prochaines téléconférences. Il faut également communiquer avec le bureau du DPI à Ottawa pour trouver un site qui a des



	<p>capacités de vidéoconférence. Les membres fourniront une nouvelle rétroaction sur cet élément pour aider le groupe à élaborer une séance.</p> <p>Éléments à prendre en compte à la rédaction de la lettre à l'attention de Microsoft :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une feuille de route visuelle avec des renseignements détaillés, semblable à celle créée par l'Ontario; - la prochaine étape pour O365 - des questions audacieuses sur les barèmes de prix et sur la rétrogradation d'Î.-P.-É; - une discussion sur les enjeux liés à l'informatique en nuage; - une conversation structurée avec des questions précises; - des discussions sur un accord de non-divulcation à la signature d'une entente avec Microsoft et divulgation de la façon dont on partage les renseignements; - un besoin d'ouverture et de transparence; - une conversation en tant que groupe collectif; - une bonne liste de défis qui permettent de former la conversation sur une solution hybride et sur le résultat de son aboutissement. [Les ventes poussent les demandes pour une licence (E3?)] VARS — dire comment verrouiller. 	
6.	<p>Vision UnGC (cartable de la réunion du CDPISP - ONGLET 6)</p> <p>Imraan Bashir fait une présentation sur la manière d'exécuter la vision UnGC, en tant que DPI, à l'échelle du Canada, en mettant l'accent sur l'identification numérique, la plateforme d'échange numérique, la boutique d'IPA, les discussions sur les données et le soutien liées à l'identification numérique et au Cadre pancanadien de fiabilité. Il s'agit de transformer le gouvernement en plateforme, accessible de partout, par tout le monde, sur n'importe quel appareil.</p> <p><u>Commentaires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Harry Turnbull pose des questions à propos de l'ouverture par défaut et de la création automatique plutôt que manuelle de jeux de données. <p>Imraan répond que le SCT a une vision automatisée qui repose sur des dépendances comme, par exemple, la connaissance par le personnel de la manière de catégoriser les renseignements.</p>	<p><u>Suivi 6A :</u></p> <p>Le SCT partagera l'ébauche des normes en matière d'IPA avec les membres du CDPISP. On encourage ceux-ci à fournir une rétroaction au SCT.</p> <p><u>Suivi 6B :</u></p> <p>Les normes en matière d'architecture et les outils numériques seront partagés avec les membres.</p>



	<p>Toutefois, certains groupes de personne dans le ministère effectuent des projets-pilotes à cet égard. La création se fait par un processus de glisser-déposer, donc il y a actuellement peu d'automatisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sandra propose aux membres de partager ces renseignements avec leurs équipes. Tous les membres bénéficient du partage. • Imraan Bashir indique que le SCT apprécie la participation et la collaboration des membres à ce sujet. Le SCT partagera l'ébauche des normes d'IPA (lien) avec les membres du CDPISP pour obtenir une rétroaction sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. On encourage également les membres à se joindre aux regroupements. • Tracy Wood demande que les normes en matière d'architecture et les outils numériques soient partagés avec les membres. 	
7.	<p>Points administratifs :</p> <p>A) Approbation du compte rendu des décisions de la réunion en personne du 22 février 2018, à Toronto (Ontario)</p> <p>Motion proposée par : Harry Turnbull Appuyée par : Kathryn Bulko</p> <p>B) Approbation de l'ordre du jour du CDPISP du 27 septembre, à Whitehorse</p> <p>L'ordre du jour de la réunion approuvé, avec des changements notés pour certains des points.</p> <p>C) Rapport sur la situation financière du CDPISP (veuillez vous référer à l'ONGLET 1C)</p> <p>Harry Turnbull, trésorier du CDPISP, indique que la situation financière du compte du CDPISP est en règle, avec un surplus salubre.</p> <p>Commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sandra Cascadden rappelle aux membres la discussion à la réunion des Conseils mixtes liée au financement des projets des groupes de travail et des sous-groupes des conseils. Heather Sheehy, 	<p>Décision 2 : Le compte rendu des décisions de la réunion du 22 février 2018 est approuvé.</p> <p>Décision 3 : L'ordre du jour de la réunion du 27 septembre est approuvé, avec des changements notés pour certains des points.</p> <p>Suivi 7A : Le trésorier du CDPISP, avec l'aide du secrétariat de l'ISAC, recueillera des renseignements des groupes de travail et des sous-comités des conseils liés à leurs besoins de financement. L'ISAC et le trésorier assureront une surveillance à jour de toutes les demandes de financement.</p> <p>Suivi 7B : Les membres du CDPISP discuteront de la manière d'aider les groupes et les sous-</p>



	<p>coprésidente fédérale du CPSSP, soulève ce sujet aux fins de discussion, car les demandes de financement se font actuellement de façon ponctuelle et elle souhaite mettre en place un processus où les renseignements provenant des groupes de travail sur des projets proposés exigeant le financement des conseils soient recueillis et partagés avec les membres régulièrement.</p> <p>Harry Turnbull indique que les demandes ne sont pas ponctuelles en soi, mais que les groupes de travail peuvent seulement demander pour un financement lorsqu'ils disposent de renseignements. Souvent, ils n'en ont pas longtemps en avance. Il propose de faire un appel une ou deux fois par année aux coprésidents des groupes de travail et des sous-comités du CDPISP pour s'informer au sujet de tout besoin de financement pour les six à douze mois suivants et fournir les renseignements recueillis à chaque réunion en personne, ou plus tôt, au besoin. Du point de vue d'un trésorier, les approbations de projet et de financement sont liées au modèle logique des Conseils mixtes (priorités). Les approbations de financement s'harmonisent avec les priorités des conseils. Harry Turnbull indique également que dans le passé, les demandes de financement des groupes de travail étaient minimales, d'où le surplus salubre. Il s'agit d'une bonne idée que de surveiller les demandes de financement à l'avenir.</p>	<p>groupes des conseils à propose du financement pour faire avancer ou accélérer des mesures. La mesure sera comprise dans l'ordre du jour d'une prochaine téléconférence.</p>
8.	<p><u>Table ronde sur le partage de renseignements</u> (<i>cartable de la réunion du CDPISP – ONGLETS 7A à 7N</i>)</p> <p>Les compétences présentent un sommaire bref de leurs priorités et activités clés dans leurs compétences respectives. Les membres peuvent se référer aux documents d'échange de renseignements des compétences fournis dans le cartable de la réunion à titre d'information.</p> <p><i>Veillez noter qu'en raison de la nature sensible de cette discussion, seulement des mesures de suivi découlant de la table ronde sont comprises dans le compte rendu de décision.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Territoires du Nord-Ouest • Alberta • Terre-Neuve-et-Labrador • Île-du-Prince-Édouard • Yukon • Colombie-Britannique 	<p>Décision 4 :</p> <p>Les membres du CDPISP sont d'accord pour autoriser l'ASIM à partager les renseignements recueillis pour chaque réunion en personne dans le cadre du partage des renseignements des administrations. Toutefois, les renseignements confidentiels (ou considérés sensibles) peuvent seulement être partagés si le membre de l'administration (l'auteur) est consulté et qu'il approuve le partage.</p> <p>Suivi 8A :</p> <p>Kathryn Bulko (ASIM Canada) fournira de la rétroaction sur les principes numériques selon l'examen entrepris par l'ASIM sur les</p>



- ASIM de l'Est
- ASIS central
- ASIM de l'Ouest
- Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
- Nouvelle-Écosse

Mesures de suivi découlant de la discussion en table ronde :

- Tracy Wood indique qu'elle envoie des demandes de renseignements aux membres du CDPISP par rapport aux budgets et à la façon que les membres gèrent l'intégration de l'identité numérique dans le système judiciaire. Des messages seront envoyés par l'intermédiaire de l'ISAC après la réunion.
- Harry Turnbull demande s'il est possible pour l'ASIS du Canada de transmettre les renseignements partagés au cours de ces réunions avec ses collègues pour les impliquer davantage. Kathryn Bulko ajoute que tous les renseignements ne sont pas partagés, seulement les priorités clés de chaque administration. Elle retire par la suite tous les autres renseignements. [Il s'agit d'examiner ces renseignements pour s'informer sur la situation partout au pays et pour de l'orientation à cet égard.] Les deux sont membres d'ASIM et fournisseurs. Kathryn indique qu'elle crée un document qui comprend des faits saillants ou des réalisations, mais pas tout le document.

En raison de cette demande, les membres du CDPISP sont d'accord pour autoriser l'ASIM à partager les renseignements recueillis pour chaque réunion en personne dans le cadre du partage des renseignements des administrations. Toutefois, les renseignements confidentiels (ou considérés sensibles) peuvent seulement être partagés si le membre de l'administration (l'auteur) est consulté et qu'il approuve le partage.

- Kathryn Bulko annonce que le SCT a présenté ses principes numériques à une réunion précédente dans l'intention d'obtenir de la rétroaction des membres. Les principes numériques ont été présentés au conseil et aux membres de l'ASIM Canada et ont été bien reçus. L'ASIM a pris une mesure supplémentaire et a partagé ces principes avec des collègues de l'Australie, du Royaume-Uni, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande, de la Belgique, de la Suède, des Pays-Bas et du Canada à une réunion récente. Ces pays ont partagé leurs principes numériques, sauf pour quelques-uns qui sont toujours en attente. L'ASIM a commencé un examen (une comparaison) des principes numériques du SCT avec les principes des autres pays et a constaté qu'ils se ressemblent beaucoup, à l'exception de

principes numériques actuels du SCT et ceux d'autres pays (Australie, Royaume-Uni, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Belgique, Suède et Pays-Bas).

Suivi 8B :

Une prochaine réunion ou téléconférence du CDPISP inclura le sujet des villes intelligentes dirigées par des membres municipaux du CDPISP (ASIM). ISDE sera invité dans le cadre de cette conversation, car il recueille des renseignements sur les pratiques exemplaires par rapport aux villes intelligentes.

Suivi 8C :

Le sujet du projet-pilote des voyageurs dignes de confiance sera compris à l'ordre du jour d'une prochaine téléconférence ou réunion (l'ASIM dirigera ce point).

Suivi 8D :

Une discussion sur les leçons retenues concernant le système de paye Phénix sera comprise au cours du prochain ordre du jour de la réunion en personne.



certaines termes qui sont un peu différents. Une fois qu'un examen complet sera achevé, une copie finale sera présentée aux membres. L'ASIM souhaite une approbation de ces principes à une échelle internationale. Elle fournira une copie finale aux membres.

Alex Bourque propose une réunion entre l'ASIM et le SCT une fois qu'une copie finale de ces principes sera rédigée.

- Rob Entwistle parle à propos des villes intelligentes et de l'innovation numérique, de l'accroissement de la sensibilisation et de la collaboration avec différents ordres de gouvernements et le milieu universitaire pour résoudre de nombreux problèmes. On s'attend à une collaboration FPTM accrue.

Sandra Cascadden indique qu'il y a un intérêt pour en savoir plus sur les villes intelligentes et propose ce sujet comme point de discussion à une prochaine téléconférence ou réunion. Harry Turnbull propose d'inviter ISDE pour cette conversation, car il recueille des renseignements sur les pratiques exemplaires par rapport aux villes intelligentes.

- Projet-pilote du gouvernement fédéral avec les Pays-Bas sur la façon d'utiliser le passeport entre les deux pays pour un mouvement sans heurt des personnes (projet des voyageurs dignes de confiance) Sandra Cascadden propose de soulever le sujet du projet-pilote des voyageurs dignes de confiance à la table dans le cadre d'une prochaine téléconférence ou réunion.
- Imraan Bashir indique que le SCT rendra compte au CDPISP par rapport aux domaines suivants : la vision UnGC, l'académie numérique du gouvernement du Canada (semblable à celle du Royaume-Uni), l'élaboration, la conception et la prestation conjointes, le nouveau système de paye Phénix 2.0 doté de méthodes d'approvisionnement innovatrices (paiement de prochaine génération), l'informatique en nuage pour le contenu Protégé B et la connectivité vers l'informatique en nuage.

Harry Turnbull pose des questions sur les leçons retenues à propos du système de paye Phénix. Imraan Bashir note que les renseignements sur le système Phénix et sur l'approvisionnement actuel sont ouverts et accessibles à partir de GCcollab. Il serait toutefois heureux d'en discuter avec le CDPISP.



	Une discussion sur les leçons retenues concernant le système de paye Phénix sera comprise au cours du prochain ordre du jour de la réunion en personne.	
9.	<p><u>Autres affaires :</u></p> <p>A. Mesures de suivi du CDPISP des réunions précédentes <i>(veuillez vous référer à l'ONGLET 8A)</i></p> <p>La liste des mesures de suivi est incluse dans le cartable de la réunion. Il n'y a ni question ni commentaire.</p> <p>B. Ordre du jour de la prochaine réunion du CDPISP <i>(veuillez vous référer à l'ONGLET 8B)</i></p> <p>C. Rapports de mises à jour des sous-comités et des groupes de travail du CDPISP <i>(veuillez vous référer à l'ONGLET 9)</i></p> <p>Le coprésident rappelle les membres que le rapport du Groupe de travail sur les politiques des technologies de l'information et des communications est compris dans le cartable de réunion aux fins de discussion seulement.</p> <p>D. La prochaine réunion en personne du CDPISP se tiendra le 28 février 2019 à Ottawa (Ontario).</p> <p>Les coprésidents remercient tous les participants de leur présence.</p> <p>La séance est levée à 16 h HNE. Heure avancée du Pacifique.</p>	